

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

BOURGES, le 22/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IDEALCHROME-BOURGES**

7 avenue de la Prospective  
18000 BOURGES

Références : Visite ICPE du 06/10/2022 - VAT20220711  
Code AIOT : 0010000028

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement IDEALCHROME-BOURGES implanté 7 avenue de la Prospective 18000 BOURGES. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDEALCHROME-BOURGES
- 7 avenue de la Prospective 18000 BOURGES
- Code AIOT : 0010000028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société IDEALCHROME a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié à poursuivre l'exploitation de l'atelier de traitement de surface situé avenue de la Prospective, sur la commune de BOURGES. Par ailleurs, l'établissement est soumis à la surveillance pérenne de ses rejets dans le milieu aquatique relative à l'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE), et à la remise d'un programme d'actions et d'une étude technico-économique (le cas échéant) de réduction des émissions par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2012.

Courrier du 20 décembre 2013 actant que le classement des installations relève également de la rubrique 3260, et que le document BREF associé à cette rubrique est le BREF intitulé STM

« traitement de surface des métaux et matières plastiques »

Classement :

Rubrique à autorisation : 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de l'inspection du 22 septembre 2021 ;
- les rejets eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Classement rubriques 4000	Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.513-1	Demande 1 de la Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet
4	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	NC4 de la Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet
8	Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zone de confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.8.2	NC1 Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet
2	Qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.9	NC2 de la Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet
5	Système d'isolement avec le réseau d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.2	Demande 2 de la Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet
6	Consommation d'eau annuelle	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.1	Demande 3 de la Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.2.2	Demande 4 de la Visite ICPE du 22/09/2021	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zone de confinement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC1 Visite ICPE du 22/09/2021
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'incendie sont maintenues dans une emprise confinée étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. Les locaux sont aménagés de manière à permettre cette rétention.
<b>Constats :</b> Pas d'observation.
<b>Observations :</b> NC1 Visite ICPE du 22/09/2021: L'emprise de confinement des eaux d'incendie n'est pas étanche sur son ensemble.  Lors de la précédente inspection du 22 septembre 2021 il avait été constaté qu'au lieu de l'ancienne ligne de traitement démantelée, l'exploitant n'avait pas procédé au rétablissement de l'étanchéité de cet emplacement. La rétention des eaux potentiellement polluées étant effectuée par confinement interne, celui-ci ne pouvait être assuré.  Au jour de l'inspection objet du présent rapport, l'inspecteur a constaté que l'exploitant à effectué la réfection de la dalle. L'inspecteur a également constaté la présence des rehausses au niveau des accès, permettant le confinement des eaux potentiellement polluées à l'intérieur du bâtiment. L'inspecteur a également constaté la présence de la vanne d'isolement du dispositif de rétention des eaux, située dans l'allée d'accès le long de l'atelier. L'inspection à constaté la présence de la signalisation de cette vanne, l'affichage pourrait être modifié pour être plus visible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Qualité des eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC2 de la Visite ICPE du 22/09/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le milieu récepteur défini à l'article 4.3.5 du présent arrêté et après leur épuration, les valeurs limites en concentration [...] ci-dessous définies.</p> <p>Paramètres</p> <p>Concentration maximale admissible (mg / l)</p> <p>DCO:150</p> <p>MES:30</p> <p>Hydrocarbures totaux:5</p> <p>Phosphates (exprimés en P):10</p> <p>Aluminium (Al):5</p> <p>Chrome trivalent (Cr III):3</p> <p>Chrome hexavalent (Cr VI):0,1</p> <p>Cuivre (Cu):2</p> <p>Fer (Fe):5</p> <p>Nickel (Ni):5</p> <p>Zinc (Zn):5</p> <p>total des 7 métaux précités:15</p>
<b>Constats :</b> Pas d'observation.
<p><b>Observations :</b> NC2 visite du 22 septembre 2021. La concentration et le flux du paramètre Zinc mesurés le 04/03/2021 sont supérieurs aux valeurs limites autorisées (concentration mesurée : 20mg/l VLE : 3mg/l et flux mesuré 0.42kg/j VLE 0.165kg/j).</p> <p>L'exploitant analyse ces dépassements et présente les actions correctives à l'inspection.</p> <p>Lors de la visite précédente du 22 septembre 2021 il avait été constaté un dépassement de la concentration du paramètre zinc (concentration mesurée : 20mg/l VLE : 3mg/l et flux mesuré 0.42kg/j VLE 0.165kg/j)</p> <p>en conséquence l'exploitant a fait procéder au vidage du décanteur de la station de traitement par une entreprise prestataire le 18 mai 2022 ( facture du 7 juillet 2022 relatif à une intervention le 18 mai 2022; vidage et nettoyage d'un décanteur).</p> <p>Les valeurs des paramètres zinc transmis ultérieurement à l'écart de mars 2021 sur l'application GIDAF (données de avril à octobre 2021) ne révèlent pas d'autres écarts sur ce paramètre ou sur d'autres paramètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : Classement rubriques 4000

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.513-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques 4000
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Demande 1 de la Visite ICPE du 22/09/2021
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis au préfet du Cher son positionnement au regard des rubriques 4000.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué avoir procédé à l'évaluation des volumes présents dans son installation pouvant relever des rubriques 4000, ( l'inspecteur a pu voir le tableau finalisé) il n'a cependant pas à ce jour fait connaître son positionnement auprès du préfet du Cher. Il s'est engagé à effectuer cette démarche.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC4 de la Visite ICPE du 22/09/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas déclaré au ministre chargé des installations classées les déchets produits en 2020 à déclarer en 2021.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a au moins produit en 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 21 tonnes de boues de gâteaux de filtrations,</li> <li>- 1 bidon d'acide chromique ;</li> <li>- des PCB ;</li> <li>- des déchets de phosphatation.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces déchets dangereux est supérieur à 2 tonnes, et doit donc être déclaré au ministre en charge des installations classées, notamment au travers de l'application GERE pour l'exercice de l'année 2020 en 2021.  Cette déclaration n'a pas été effectuée.</p> <p>Pour l'année 2021 (déclaré en 2022) seul le transformateur contenant des PCB a été déclaré :</p> <p>16 02 09* Quantité (t/an)  transformateurs et accumulateurs contenant des PCB  Production 0,94 tonne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Système d'isolement avec le réseau d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Demande 2 de la Visite ICPE du 22/09/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'observation.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté la présence du disconnecteur positionné sur le réseau d'eau du forage.</p> <p>L'Inspection recommande à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement de ce matériel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Consommation d'eau annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Demande 3 de la Visite ICPE du 22/09/2021
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :  Nappe phréatique: 5500 m3 [...]
<b>Constats :</b> Pas d'observation.
<b>Observations :</b> Les eaux du forage sont utilisées pour le processus industriel. La consommation d'eau du forage déclarée pour l'année précédente est:  2021 : 3859 m <sup>3</sup>  Lors de la visite du 6 octobre 2022, l'exploitant indique avoir procédé au changement du compteur d'eau dans l'année en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan du réseau eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Demande 4 de la Visite ICPE du 22/09/2021
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'observation.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le plan général complété des éléments requis, notamment le disconnecteur et les vannes d'isolement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Transmission des données d'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> La télédéclaration de l'autosurveillance des rejets eau n'est pas réalisé depuis novembre 2021. Les résultats des contrôles de recalage exigés par l'article 8.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006, ne sont pas déclarés.
<b>Observations :</b> Les résultats des analyses des rejets eaux industrielles au point de rejet n°2 réalisées depuis novembre 2021 n'ont pas été reportées dans l'application GIDAF. Les contrôles de recalage prescrits trimestriellement par l'article 8.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 ne sont pas reportés dans l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet